



CHAPITRE 232

Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile

Applica-
tion de la
loi.

1. Le ministre des transports et communications est chargé de l'application de la présente loi. S. R. 1941, c. 142A, a. 70; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION I

DÉFINITIONS

Interpré-
tation:

2. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

« assuran-
ce-respon-
sabilité »;

1° « assurance-responsabilité »: une assurance contre la responsabilité découlant de la propriété, de l'usage ou de l'immatriculation d'une automobile;

« automo-
bile »;

2° « automobile »: tout véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur les rails;

« Bureau »;

3° « Bureau »: le Bureau des véhicules automobiles;

« chauff-
feur »;

4° « chauffeur »: une personne qui gagne sa vie à conduire des automobiles, ou qui, dans l'accomplissement de ses devoirs comme employé, conduit une automobile appartenant à autrui;

« chemin
public »;

5° « chemin public »: la partie de tout pont, chemin, rue, place, carré ou autre terrain destiné à la circulation publique des véhicules;

« commer-
çant »;

6° « commerçant »: toute personne qui fait le commerce d'automobiles;

« conduc-
teur »;

7° « conducteur »: une personne qui conduit une automobile;

« direc-
teur »;

8° « directeur »: le directeur du Bureau des véhicules automobiles de la province;

CHAPTER 232

Highway Victims Indemnity Act

1. The Minister of Transportation and Communications is charged with the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 142A, s. 70; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

DIVISION I

DEFINITIONS

2. In this act the following expressions mean:

Interpre-
tation:

(1) "liability insurance": insurance against the responsibility resulting from the ownership, use or registration of an automobile;

"liability
insur-
ance";

(2) "automobile": every vehicle propelled by any power other than muscular force, and which is adapted for transportation on the public highways, but not on rails;

"auto-
mobile";

(3) "Bureau": the Motor Vehicle Bureau;

"Bu-
reau";

(4) "chauffeur": a person who drives automobiles as a means of livelihood, or who, in the fulfilment of his duties as an employee, drives any automobile belonging to another person;

"chauf-
feur";

(5) "public highway": any part of a bridge, road, street, place, square or other ground open to public vehicular traffic;

"public
highway";

(6) "dealer": any person who deals in automobiles;

"dealer";

(7) "operator": any person who operates an automobile;

"opera-
tor";

(8) "director": the director of the Motor Vehicle Bureau of the Province;

"direc-
tor";

« Fonds »; 9° « Fonds »: le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, institué par l'article 46;

« propriétaire ». 10° « propriétaire »: toute personne qui a acquis une automobile et la possède en vertu d'un titre soit absolu, soit conditionnel qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire, à charge de rendre. S. R. 1941, c. 142A, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION II

RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE
ET DU CONDUCTEUR

Responsabilité du propriétaire. **3.** Le propriétaire d'une automobile est responsable de tout dommage causé par cette automobile ou par son usage, à moins qu'il ne prouve

a) que le dommage n'est imputable à aucune faute de sa part ou de la part d'une personne dans l'automobile ou du conducteur de celle-ci, ou

b) que lors de l'accident l'automobile était conduite par un tiers en ayant obtenu la possession par vol, ou

c) que lors d'un accident survenu en dehors d'un chemin public l'automobile était en la possession d'un tiers pour remisage, réparation ou transport.

Responsabilité du conducteur. Le conducteur d'une automobile est pareillement responsable à moins qu'il ne prouve que le dommage n'est imputable à aucune faute de sa part.

Automobile stationnaire. Le dommage causé, lorsque l'automobile n'est pas en mouvement dans un chemin public, par un appareil susceptible de fonctionnement indépendant qui y est incorporé ou par l'usage d'un tel appareil n'est pas visé par le présent article. S. R. 1941, c. 142A, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Tiers propriétaire. **4.** Quand une automobile est immatriculée au nom d'une personne autre que le propriétaire, celle-ci est solidairement responsable avec ce dernier à moins qu'elle ne prouve que l'immatriculation a été faite par fraude et qu'elle en ignorait l'existence. S. R. 1941, c. 142A, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Procédures non recevables. **5.** Nulle opposition, contestation ou intervention n'est recevable à l'encontre

(9) "Fund": the Highway Victims Indemnity Fund instituted by section 46;

(10) "owner": any person who has acquired an automobile and possesses it under an absolute title or a conditional one which gives him the right to become owner thereof or to use same as owner thereof, charged to deliver over. R. S. 1941, c. 142A, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

DIVISION II

OWNER'S AND DRIVER'S
RESPONSIBILITY

3. The owner of an automobile is responsible for all damage caused by such automobile or by the use thereof, unless he proves Owner's responsibility.

(a) that the damage is not imputable to any fault on his part or on the part of a person in the automobile or of the driver thereof, or

(b) that at the time of the accident the automobile was being driven by a third person who obtained possession thereof by theft, or

(c) that at the time of an accident that occurred elsewhere than on a public highway the automobile was in possession of a third party for storage, repair or transportation.

The driver of an automobile is responsible in like manner unless he proves that the damage is not imputable to any fault on his part. Driver's responsibility.

Damage caused, when the automobile is not in motion on a public highway, by apparatus incorporated therein that can be operated independently or by the use of such apparatus is not contemplated by this section. R. S. 1941, c. 142A, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Car not in motion.

4. When an automobile is registered in the name of a person other than the owner, such person is jointly and severally responsible with the owner unless he proves that the registration was effected by fraud and without his knowledge. R. S. 1941, c. 142A, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Third-party ownership.

5. No opposition, contestation or intervention shall lie against the seizure of Recourses denied.

de la saisie d'une automobile pour un dommage dont le propriétaire est responsable d'après l'article 3.

Restrictions.

Le présent article ne s'applique pas à celui qui a droit de revendiquer une automobile en vertu d'un contrat de vente conditionnelle, si ce contrat a été fait avant le 1er septembre 1961, ou si le dommage est acquitté jusqu'à concurrence de la solvabilité requise par l'article 14. S. R. 1941, c. 142A, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION III

RESPONSABILITÉ DE L'ASSUREUR

Responsabilité directe.

6. Sous réserve des conditions de son contrat et jusqu'à concurrence du montant stipulé, l'assureur est directement responsable envers les tiers d'un dommage faisant l'objet d'assurance-responsabilité.

Défenses non recevables.

De plus, jusqu'à concurrence pour chaque automobile du montant prescrit à l'article 14, il ne peut leur opposer les causes de nullité ou de déchéance susceptibles d'être invoquées contre l'assuré.

Poursuites.

Il ne peut être poursuivi par les tiers avant jugement final exécutoire contre l'assuré.

Intervention.

Il peut au besoin intervenir en l'instance engagée contre celui-ci. S. R. 1941, c. 142A, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Assureur du conducteur.

7. L'assureur du conducteur d'une automobile n'est tenu de contribuer au paiement d'un dommage visé à l'article 3 et dont le propriétaire est responsable que dans la mesure où ce dommage excède l'obligation de l'assureur du propriétaire de cette automobile envers ce dernier. S. R. 1941, c. 142A, a. 7; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Subrogation.

8. L'assureur qui paye un montant auquel il n'est pas obligé en vertu de ses obligations contractuelles est subrogé aux droits du tiers contre l'assuré. S. R. 1941, c. 142A, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION IV

POLICES ET CERTIFICATS

Montant de la police.

9. Toute police d'assurance-responsabilité couvre une responsabilité non inférieure à celle que prévoit l'article 14. S. R. 1941, c. 142A, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

an automobile for any damage for which the owner is responsible under section 3.

This section shall not apply to a person entitled to revendicate an automobile under a conditional sale contract, if such contract was made before the 1st of September 1961, or if the damage is paid for up to the amount of the financial responsibility required by section 14. R. S. 1941, c. 142A, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

DIVISION III

INSURER'S RESPONSIBILITY

6. Subject to the conditions of his contract and up to the amount stipulated, an insurer is directly responsible towards third parties for any damage covered by liability insurance.

Restrictions.

Direct responsibility.

Furthermore, up to the amount, for each automobile, prescribed in section 14, he cannot set up against them the causes of nullity or of lapse that might be set up against the insured.

Defences denied.

He cannot be sued by the third parties before final judgment executory against the insured.

Recourse deferred.

He may if necessary intervene in the action taken against the insured. R. S. 1941, c. 142A, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Intervention.

7. The insurer of the driver of an automobile is not obliged to contribute towards payment of any damage contemplated in section 3 for which the owner is responsible, except to the extent to which such damage exceeds the obligation of the insurer of the owner of such automobile towards such owner. R. S. 1941, c. 142A, s. 7; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Insurer of driver.

8. An insurer who pays an amount for which he is not bound by his contractual obligations is subrogated in the third party's rights against the insured. R. S. 1941, c. 142A, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Subrogation.

DIVISION IV

POLICIES AND CERTIFICATES

9. Every liability insurance policy covers responsibility not less in extent than that provided in section 14. R. S. 1941, c. 142A, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Amount of policy.

Certificat d'assurance-responsabilité. **10.** Avec chaque police d'assurance-responsabilité, l'assureur doit délivrer un certificat d'assurance-responsabilité.

Contenu.

Ce certificat mentionne:

- a) le nom et l'adresse de l'assureur;
- b) le nom et l'adresse de l'assuré;
- c) le numéro et la date d'expiration de la police;
- d) toute autre indication exigée par le directeur.

Copie.

Dans le cas d'une police d'assurance-responsabilité émise en faveur d'un propriétaire d'automobile, une copie de son certificat peut être, à sa demande écrite, délivrée nommément pour toute personne qui conduit habituellement l'automobile. S. R. 1941, c. 142A, a. 10; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Non résident.

11. L'assureur autorisé à transiger de telles affaires d'assurance en cette province peut également délivrer un certificat d'assurance-responsabilité à une personne qui ne réside pas dans la province, à condition que sa police émise en dehors de la province réponde aux exigences de l'article 14.

Autorisation par le directeur.

L'assureur qui n'est pas autorisé à transiger de telles affaires d'assurance dans la province peut être autorisé par le directeur à délivrer un tel certificat à telle personne s'il autorise le directeur à recevoir signification de toute poursuite intentée en raison d'un accident d'automobile survenu dans la province.

Engagement.

Dans l'un et l'autre cas, l'assureur doit de plus s'engager par écrit remis au directeur à satisfaire à toute condamnation comme si la police d'assurance et le certificat avaient été émis dans la province contre tout dommage visé à l'article 3 et subi par une personne autre que celles visées aux paragraphes b à e de l'article 40.

Révocation.

Le directeur révoque l'autorisation de tout assureur qui n'exécute pas ses engagements et dès lors ses certificats sont invalides. S. R. 1941, c. 142A, a. 11; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Preuves.

12. Le certificat d'assurance-responsabilité fait preuve *prima facie* contre l'assureur de l'existence, en faveur de l'assuré, d'une police d'assurance-responsabilité conforme aux exigences de l'article 14. S. R. 1941, c. 142A, a. 12; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

10. With each liability insurance policy, the insurer shall issue a liability insurance certificate.

Liability insurance certificates. Contents.

Such certificate shall set forth:

- (a) the name and address of the insurer;
- (b) the name and address of the insured;
- (c) the number and date of expiry of the policy;
- (d) any other particulars required by the director.

In the case of a liability insurance policy issued to an automobile owner, a copy of his certificate may be issued, at his written request, for and in the name of any person who habitually drives the automobile. R. S. 1941, c. 142A, s. 10; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Copy.

11. An insurer authorized to transact such insurance business in this Province may also issue a liability insurance certificate to a person who does not reside in the Province, if the policy issued outside the Province meets the requirements of section 14.

Non-resident.

An insurer not authorized to transact such insurance business in the Province may be authorized by the director to issue such certificate to such person, if he authorizes the director to receive service of any action taken by reason of an automobile accident that occurred in the Province.

Authorization by director.

In both cases, the insurer must also file with the director a written undertaking to satisfy any judgment as if the insurance policy and certificate had been issued in the Province against any damage contemplated in section 3 and sustained by a person other than those contemplated in paragraphs b to e of section 40.

Undertaking to satisfy judgments.

The director shall cancel the authorization of any insurer who does not carry out his undertakings and thereupon his certificates shall be invalid. R. S. 1941, c. 142A, s. 11; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Cancellation.

12. A liability insurance certificate shall be *prima facie* proof against the insurer of the existence, in favour of the insured, of a liability insurance policy meeting the requirements of section 14. R. S. 1941, c. 142A, s. 12; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Proof.

Annulation ou résiliation de la police.

13. Si la police d'assurance-responsabilité est annulée ou résiliée avant la date d'expiration, l'assuré est tenu de rendre à l'assureur le certificat et toutes les copies délivrées. S. R. 1941, c. 142A, a. 13; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

13. If the liability insurance policy is annulled or cancelled before the date of expiry, the insured must surrender the certificate and all issued copies to the insurer. R. S. 1941, c. 142A, s. 13; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION V

SOLVABILITÉ REQUISE

Montant de la solvabilité requise.

14. La solvabilité requise par la présente loi s'élève, en outre des intérêts et des frais, à la somme de trente-cinq mille dollars pour tous dommages dans un même accident, sauf à déduire des dommages aux biens d'autrui deux cents dollars.

14. The financial responsibility required by this act amounts, besides interest and costs, to the sum of thirty-five thousand dollars for all damages in the same accident, subject to a deduction of two hundred dollars from all damage to the property of others.

Priorité de dommages.

Nonobstant toute autre disposition législative ou contractuelle, les dommages résultant de blessures ou décès sont, jusqu'à concurrence de trente mille dollars, payables par préférence aux dommages aux biens et ceux-ci sont, jusqu'à concurrence de cinq mille dollars, payables par préférence à ceux-là sur le montant d'une assurance ou autre garantie d'indemnisation. S. R. 1941, c. 142A, a. 14; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 1.

Notwithstanding any other legislative or contractual provision, damages resulting from bodily injury or death are, up to thirty thousand dollars, payable by priority over damages to property and the latter are, up to five thousand dollars, payable by priority over the former out of the amount of any insurance or other guarantee of indemnity. R. S. 1941, c. 142A, s. 14; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 1.

Idem.

15. La solvabilité est requise pour chaque automobile enregistrée au nom du même propriétaire.

15. Financial responsibility is required for each automobile registered in the name of the same owner.

Limites.

Cependant, si la preuve de solvabilité est fournie autrement que par une garantie d'assurance-responsabilité, le montant requis ne dépasse pas cent mille dollars quel que soit le nombre d'automobiles.

But if proof of financial responsibility is furnished otherwise than by a guarantee of liability insurance, the amount required shall not exceed one hundred thousand dollars whatever be the number of automobiles.

Pouvoir du directeur.

Le directeur peut, suivant les circonstances de chaque cas, fixer un montant global plus élevé. S. R. 1941, c. 142A, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

The director may fix a greater total amount, according to the circumstances of each case. R. S. 1941, c. 142A, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION VI

PREUVE DE SOLVABILITÉ

Preuve de solvabilité.

16. La preuve de solvabilité se fait par
a) une garantie d'assurance-responsabilité;
b) un cautionnement d'une compagnie autorisée à se porter caution en justice;
c) un dépôt en argent ou en obligations de la Province ou garanties par elle, ou

16. Financial responsibility is proved by
(a) a guarantee of liability insurance;
(b) a bond of a company authorized to become a judicial surety;
(c) a deposit in cash or in bonds of the Province or guaranteed by the Province, or

DIVISION VI

PROOF OF FINANCIAL RESPONSIBILITY

d) s'il s'agit d'une corporation, un certificat du surintendant des assurances attestant qu'elle a, en fiducie, un fonds d'assurance distinct suffisant. S. R. 1941, c. 142A, a. 16; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

(d) in the case of a corporation, a certificate from the Superintendent of Insurance establishing that it maintains, in trust, an adequate separate insurance fund. R. S. 1941, c. 142A, s. 16; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Garantie
d'assu-
rance.

17. Une garantie d'assurance est un document signé par un assureur autorisé attestant l'existence d'une police d'assurance-responsabilité en faveur d'un assuré nommé, décrivant, s'il y a lieu, toute automobile visée et promettant que cette police restera en vigueur indéfiniment à moins d'avis écrit donné au moins dix jours d'avance au directeur.

17. A guarantee of insurance is a document signed by an authorized insurer establishing the existence of a liability insurance policy in favour of a named insured, describing, if necessary, any automobile concerned and promising that the policy will remain in force indefinitely unless written notice is given at least ten days in advance to the director.

Preuve
péremptoire.

Ce document fait preuve péremptoire d'une police d'assurance-responsabilité contre tout dommage visé à l'article 3 et subi par une personne autre que celles visées aux paragraphes *b* à *e* de l'article 40. S. R. 1941, c. 142A, a. 17; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Such document shall be conclusive proof of a liability insurance policy against all damage contemplated in section 3 and sustained by a person other than those contemplated in paragraphs *b* to *e* of section 40. R. S. 1941, c. 142A, s. 17; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Conduc-
teur qui
n'est pas
proprié-
taire.

18. Un propriétaire d'automobile peut fournir une des preuves de solvabilité mentionnées à l'article 16 au bénéfice d'un membre de sa famille ou d'un employé préposé à la conduite de cette automobile quand ce dernier n'est propriétaire d'aucune automobile. S. R. 1941, c. 142A, a. 18; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

18. An automobile owner may provide one of the proofs of financial responsibility mentioned in section 16 for the benefit of a member of his family or of an employee appointed to drive such automobile when the latter does not own an automobile. R. S. 1941, c. 142A, s. 18; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Certificat
de solva-
bilité.

19. Le directeur remet, à toute personne qui fournit une preuve de solvabilité, un certificat de solvabilité indiquant

19. The director shall deliver to every person who furnishes proof of financial responsibility, a financial responsibility certificate setting forth

- a*) la date du certificat;
- b*) le nom et l'adresse de la personne à qui le certificat est octroyé;
- c*) la description, d'après le certificat d'enregistrement, de l'automobile dont cette personne est propriétaire;
- d*) toute autre mention prescrite.

- (a)* the date of the certificate;
- (b)* the name and address of the person to whom the certificate is issued;
- (c)* a description, as shown on the registration certificate, of the automobile owned by such person;
- (d)* any other information required.

Copie.

Une copie du certificat de solvabilité est remise, sur sa demande écrite, au propriétaire d'une automobile pour chaque personne qui la conduit habituellement et détient un permis l'y autorisant. S. R. 1941, c. 142A, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

A copy of the financial responsibility certificate shall be sent to the owner of an automobile, at his written request, for each person who habitually drives it and holds a license to do so. R. S. 1941, c. 142A, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Remise du
certificat
de solva-
bilité.

20. À l'expiration de sa preuve de solvabilité, celui qui l'a fournie doit remettre au directeur sur demande son certi-

20. Upon the expiration of his proof of financial responsibility, the person who furnished it must return his financial re-

ficat de solvabilité et toutes les copies. S. R. 1941, c. 142A, a. 20; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

sponsibility certificate and all copies to the director on demand. R. S. 1941, c. 142A, s. 20; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION VII

MINEURS ET COMMERÇANTS

Preuve de solvabilité.

21. Le directeur doit exiger une preuve de solvabilité avant d'immatriculer une automobile au nom d'une personne de moins de vingt et un ans ou avant d'émettre une licence de commerçant d'automobiles. S. R. 1941, c. 142A, a. 21; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

DIVISION VII

MINORS AND DEALERS

21. The director shall require proof of financial responsibility before registering an automobile in the name of a person under twenty-one years of age and before issuing a dealer's license. R. S. 1941, c. 142A, s. 21; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION VIII

SUSPENSIONS POUR INFRACTIONS

Suspensions pour infractions.

22. Le directeur, sur réception d'un avis écrit à cet effet, suspend immédiatement le permis de conducteur ou de chauffeur de toute personne déclarée coupable d'infraction à

a) l'article 61 ou l'article 50 du Code de la route (chap. 231), si un accident en est résulté, ou

b) l'un des articles 221, 222 et 223 du Code criminel ou, si l'infraction a été commise avec une automobile, l'un des articles 192, 193 et 207 du même code.

Confiscation de cautionnement.

La même suspension a lieu au cas de confiscation d'un cautionnement donné à la suite d'une arrestation ou sommation pour telle infraction ou au cas de condamnation ou de confiscation semblable dans une autre province ou un autre état ou territoire. S. R. 1941, c. 142A, a. 22; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 2.

Durée de suspension.

23. A moins que la condamnation ou confiscation soit annulée, la suspension prévue par la présente section n'est levée que lorsque le contrevenant a d'abord purgé sa peine et que deux ans se sont écoulés ou qu'il a fourni une preuve de solvabilité. S. R. 1941, c. 142A, a. 23; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Perte du droit de conduire.

24. Toute personne passible de suspension de permis en vertu de la présente section perd en outre le droit de conduire une automobile dans la province.

DIVISION VIII

SUSPENSION FOR OFFENCES

22. Upon receipt of a written notice to such effect, the director shall forthwith suspend the operator's or chauffeur's permit of any person convicted of an offence under

(a) section 61 or section 50 of the Highway Code (Chap. 231), if an accident results therefrom, or

(b) any of sections 221, 222 and 223 of the Criminal Code or, if the offence was committed with an automobile, any of sections 192, 193 and 207 of the same Code.

The same suspension shall be effected in the case of forfeiture of bail furnished upon arrest or summons for such offence or in the case of a similar conviction or forfeiture in another province, state or territory. R. S. 1941, c. 142A, s. 22; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 2.

23. Unless the conviction or forfeiture is quashed, the suspension contemplated by this division shall not be removed until the offender has first purged his penalty and two years have elapsed or he has given proof of financial responsibility. R. S. 1941, c. 142A, s. 23; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

24. Every person liable to suspension of a permit under this Division shall also forfeit the right to drive an automobile in the Province.

Rétablissement du droit. Le rétablissement du droit de conduire est soumis aux conditions prescrites à l'article précédent. S. R. 1941, c. 142A, a. 24; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Discretion du directeur. **25.** Le directeur n'est pas tenu de remettre en vigueur ou d'accorder un permis de conducteur ou de chauffeur s'il est d'avis qu'il n'y a pas lieu de ce faire eu égard aux circonstances.

Système de points. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec* établir un système de points d'après lequel le directeur devra suspendre tels permis ou refuser de les accorder ou remettre en vigueur.

Somma-tion. Ce règlement peut permettre au directeur de sommer par lettre recommandée un détenteur de permis à comparaître devant un fonctionnaire désigné pour démontrer qu'il n'y a pas lieu de suspendre son permis.

Motifs de refus, etc. Tout refus ou suspension de permis doit être motivé par écrit transmis à l'intéressé sous la signature du directeur ou d'un fonctionnaire autorisé du Bureau. S. R. 1941, c. 142A, a. 25; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

The reinstatement of the right to drive is subject to the conditions prescribed in the preceding section. R. S. 1941, c. 142A, s. 24; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

25. The director shall not be bound to reinstate or issue an operator's or chauffeur's permit if he is of the opinion that in the circumstances it is not expedient to do so.

The Lieutenant-Governor in Council may establish by regulation published in the *Quebec Official Gazette* a point system whereby the director must suspend or refuse to issue or to reinstate such permits.

Such regulation may authorize the director to summon, by registered letter, any holder of a license to appear before a designated official to show cause why his permit should not be suspended.

The reason for any refusal or suspension of a permit must be stated in writing and sent to the person concerned over the signature of the director or an authorized official of the Bureau. R. S. 1941, c. 142A, s. 25; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION IX

SUSPENSION POUR ACCIDENTS

Suspension pour accidents. **26.** Quand, par suite d'un accident d'automobile, une personne meurt ou subit des blessures, ou des dommages aux biens pour un montant excédant apparemment deux cents dollars, le directeur, sur réception d'un avis écrit de cet accident, suspend

a) le permis de conducteur ou de chauffeur de toute personne qui conduisait une automobile impliquée dans l'accident;

b) l'immatriculation de toute automobile immatriculée au nom de tel conducteur ou chauffeur; et

c) le permis de conducteur ou de chauffeur de chaque propriétaire inscrit d'une automobile impliquée dans l'accident et l'immatriculation de toute automobile immatriculée au nom de tel propriétaire.

Exception. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas visés aux articles 27 et 28.

Idem. Les dispositions ci-dessus ne s'appli-

DIVISION IX

SUSPENSION FOR ACCIDENTS

26. Whenever, as a result of an automobile accident, any person dies or suffers bodily injuries, or damage to property in an amount apparently exceeding two hundred dollars, the director, on receiving written notice of such accident, shall suspend

(a) the operator's or chauffeur's permit of every person who was driving an automobile involved in the accident;

(b) the registration of every automobile registered in the name of such operator or chauffeur; and

(c) the operator's or chauffeur's permit of every registered owner of an automobile involved in the accident and the registration of every automobile registered in the name of such owner.

The foregoing provisions do not apply in the cases provided for in sections 27 and 28.

The foregoing provisions do not apply

quent pas non plus quand la seule personne tuée ou blessée est le conducteur de l'unique automobile impliquée dans l'accident et les seuls dommages à des biens sont ceux subis par cette automobile ou les effets mobiliers qu'elle contenait. S. R. 1941, c. 142A, a. 26; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 3.

either when the only person killed or injured is the driver of the only automobile involved in the accident and the only damage to property is damage to such automobile or the moveable effects it contained. R. S. 1941, c. 142A, s. 26; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 3.

Automobile stationnée ou volée.

27. S'il est démontré au directeur que lors de l'accident, une automobile était légalement stationnée ou en la possession d'un voleur, la suspension du permis du propriétaire de cette automobile et de l'immatriculation ne doit pas avoir lieu; si elle a déjà eu lieu, elle doit être révoquée. S. R. 1941, c. 142A, a. 27; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

27. If it is proved to the director that at the time of the accident an automobile was lawfully parked or was in the possession of a thief, the permit of the owner and the registration of such automobile shall not be suspended, or such suspension if made shall be cancelled. R. S. 1941, c. 142A, s. 27; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Parked or stolen vehicle.

Preuve de solvabilité.

28. Si le propriétaire ou le conducteur d'une automobile impliquée dans un accident prouve sa solvabilité par un certificat antérieur de solvabilité ou d'assurance-responsabilité, le directeur ne fait pas de suspension d'immatriculation ou de permis à l'égard de cette automobile ou les révoque immédiatement. S. R. 1941, c. 142A, a. 28; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

28. If the owner or driver of an automobile involved in an accident proves his financial responsibility by a previously existing certificate of financial responsibility or of liability insurance, the director shall not suspend any registration or permit with regard to such automobile, or shall cancel such suspension immediately. R. S. 1941, c. 142A, s. 28; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Proof of financial responsibility.

Révocation de la suspension.

29. Lorsque le directeur suspend un permis ou une immatriculation en raison d'un accident d'automobile, il ne doit révoquer cette suspension, ni accorder un nouveau permis, ou une nouvelle immatriculation tant que le détenteur n'a pas fourni à sa satisfaction:

29. When the director suspends a permit or registration by reason of an automobile accident, he shall not cancel such suspension or grant a new permit or registration so long as the holder has not given to his satisfaction:

Cancellation of suspension.

a) une preuve de solvabilité; et soit

(a) proof of financial responsibility; and either

b) une garantie de satisfaire à tout jugement découlant de l'accident jusqu'à concurrence du montant jugé suffisant sans toutefois dépasser celui prescrit à l'article 14, soit

(b) security that he will satisfy any condemnation resulting from the accident, up to the amount deemed sufficient but not exceeding that prescribed in section 14, or

c) une preuve d'exonération ou d'acquiescement de toute réclamation découlant de l'accident jusqu'à concurrence du dit montant. S. R. 1941, c. 142A, a. 29; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

(c) proof that he has been held not responsible or has satisfied any claim resulting from the accident, up to the said amount. R. S. 1941, c. 142A, s. 29; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Durée de la preuve de solvabilité.

30. Si deux ans après la date de l'accident, une personne visée à l'article précédent,

30. If two years after the date of the accident, a person referred to in the preceding section

Time limit.

a) n'a pas consenti à payer des dommages découlant de l'accident; et

(a) has not agreed to pay damages resulting from the accident; and

b) n'a pas été poursuivie pour tels dommages; ou

c) si, avant ou après ce délai, elle a été affranchie par jugement définitif de toute responsabilité en tels dommages,

elle n'a plus à fournir de garantie ni de preuve de solvabilité, à moins d'y être autrement obligée. S. R. 1941, c. 142A, a. 30; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

(b) has not been sued for such damages; or

(c) if, before or after such delay, he has been exonerated by a final judgment of all responsibility for such damages,

he shall no longer be required to give security or proof of financial responsibility, unless otherwise obliged to do so. R. S. 1941, c. 142A, s. 30; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION X

SUSPENSION POUR JUGEMENT
NON SATISFAIT

Jugement entraînant suspension.

31. Lorsqu'il n'est pas satisfait dans le délai d'exécution à une condamnation définitive prononcée dans la province ou ailleurs au Canada, pour dommages d'au moins cent dollars résultant de blessures ou décès découlant d'un accident d'automobile survenu après le 30 septembre 1961, ou pour dommages aux biens d'autrui découlant de tel accident et excédant deux cents dollars, le directeur suspend tout permis de conducteur ou de chauffeur et toute immatriculation d'automobile au nom du débiteur.

Durée.

Telle suspension demeure en vigueur et prive le débiteur du droit de conduire ou d'avoir une automobile immatriculée en son nom, dans la province, tant qu'il n'a pas satisfait à la condamnation jusqu'à concurrence du montant prescrit à l'article 14 ou n'en fait régulièrement le paiement par versements à la satisfaction du directeur. S. R. 1941, c. 142A, a. 31; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 4.

DIVISION X

SUSPENSION FOR UNSATISFIED
JUDGMENT

31. When a final judgment rendered in the Province or elsewhere in Canada for damages of one hundred dollars or more resulting from bodily injuries or death arising out of an automobile accident that occurred after the 30th of September 1961, or for damage to the property of another arising out of such accident and exceeding two hundred dollars, has not been satisfied within the delay for execution, the director shall suspend every driver's or chauffeur's permit and every registration of an automobile in the name of the debtor.

Judgments entailing suspension.

Such suspension shall remain in force and shall deprive the debtor of the right to drive or to have an automobile registered in his name, in the Province, so long as he has not satisfied the judgment up to the amount prescribed in section 14, or is not paying the same regularly in instalments to the satisfaction of the director. R. S. 1941, c. 142A, s. 31; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 4.

Duration of suspension.

SECTION XI

TRIBUNAL DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Composition du tribunal.

32. Est institué un Tribunal de sécurité routière formé de trois juges de district désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Président, etc.

L'un de ces juges peut être également désigné comme président du tribunal et deux autres juges de district comme substitués des autres membres. S. R. 1941, c. 142A, a. 32; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

DIVISION XI

HIGHWAY SAFETY BOARD

32. A Highway Safety Board is constituted consisting of three district judges designated by the Lieutenant-Governor in Council.

Composition of Board.

One of such judges may also be designated as chairman of the Board and two other district judges as substitutes for the other members. R. S. 1941, c. 142A, s. 32; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Chairman, etc.

Appel. **33.** Il y a appel à ce tribunal de toute décision du directeur suspendant, annulant ou refusant de suspendre, d'annuler ou d'accorder un permis ou un certificat d'immatriculation hors les cas où la loi lui enjoint d'agir ainsi. S. R. 1941, c. 142A, a. 33; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Avis écrit. **34.** Cet appel est formé par avis écrit adressé au directeur dans les trente jours de la décision par l'intéressé. Il n'en suspend pas l'exécution mais le directeur est tenu d'en transmettre copie immédiatement à chacun des membres du tribunal. S. R. 1941, c. 142A, a. 34; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Pouvoirs et immunités. **35.** Le tribunal est investi des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11).

Décision. Sa décision unanime ou majoritaire est remise au directeur qui est tenu de s'y conformer. S. R. 1941, c. 142A, a. 35; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION XII

RECOURS AU FONDS

Droit de recours. **36.** Tout créancier en vertu d'un jugement définitif prononcé dans la province pour dommages d'au moins cent dollars résultant de blessures ou décès et découlant d'un accident d'automobile survenu dans la province après le 30 septembre 1961 ou pour dommages aux biens d'autrui en excédent de deux cents dollars et découlant d'un tel accident, peut, dans un délai d'un an, demander au Fonds de satisfaire à ce jugement. S. R. 1941, c. 142A, a. 36; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 5.

Déclaration. **37.** Le créancier fait sa demande au Fonds par une déclaration sous serment, a) attestant qu'il n'a été aucunement satisfait au jugement, ou indiquant, le cas échéant, la somme payée, la valeur de la dation en paiement effectuée ou des services rendus en compensation partielle; b) démontrant qu'aucun assureur ne bénéficiera du montant réclamé; et c) révélant toute autre réclamation possible découlant du même accident. S. R. 1941, c. 142A, a. 37; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

33. An appeal shall lie to such Board Appeal. from any decision of the director suspending, cancelling or refusing to suspend, cancel or issue a permit or certificate of registration except in cases where the law requires him so to act. R. S. 1941, c. 142A, s. 33; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

34. Such appeal shall be instituted by Notice. written notice given to the director by the party concerned within thirty days of the decision. It shall not suspend the execution of the decision but the director must send a copy thereof forthwith to each member of the Board. R. S. 1941, c. 142A, s. 34; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

35. The Board shall have the powers Powers and immunities. and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11).

Its unanimous or majority decision shall Decision. be sent to the director who must comply therewith. R. S. 1941, c. 142A, s. 35; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

DIVISION XII

RECOURSE TO THE FUND

36. Any creditor under a final judgment rendered in the Province awarding Right of damages of one hundred dollars or more recourse. resulting from bodily injuries or death and arising out of an automobile accident that occurred in the Province after the 30th of September 1961, or for damage to the property of another in excess of two hundred dollars and arising out of such an accident, may apply to the Fund within a delay of one year to satisfy such judgment. R. S. 1941, c. 142A, s. 36; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 5.

37. The creditor shall apply to the Application. Fund by a sworn declaration,

(a) establishing that the judgment has in no way been satisfied or indicating, if need be, the amount paid, the value of the thing given in payment or of the services rendered in partial indemnification;

(b) establishing that no insurer will benefit by the amount claimed; and

(c) disclosing any other possible claim arising out of the same accident. R. S. 1941, c. 142A, s. 37; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Satisfac-
tion au
jugement.

38. Dans les sept jours de la réception de la demande accompagnée d'une copie authentique du jugement, le Fonds doit y satisfaire, jusqu'à concurrence du montant prescrit à l'article 14, déduction faite de ce montant de toute somme ou valeur reçue par le créancier et déduction faite de tout montant dû pour dommages à des biens de la somme de deux cents dollars.

Sursis.

Si, toutefois, il y a possibilité de réclamations dépassant le montant total prescrit, le Fonds peut surseoir au paiement dans la mesure jugée nécessaire jusqu'à la liquidation des autres réclamations. S. R. 1941, c. 142A, a. 38; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 6

Transport
de
créance.

39. La demande au Fonds lui transporte tous les droits du créancier sans restriction.

Avis au
protho-
naire, etc.

Cette cession est dénoncée au protonotaire ou greffier de la cour qui a rendu le jugement par la production d'un certificat du Fonds attestant qu'il est subrogé aux droits du créancier et le Fonds a dès lors droit à l'exécution en son nom. S. R. 1941, c. 142A, a. 39; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Personnes
non rece-
vables.

40. Les personnes suivantes ne peuvent faire une demande au Fonds:

a) un assureur cessionnaire d'un recours visé aux articles 3, 31 ou 36 ou subrogé à tel recours;

b) une personne ayant droit aux compensations prévues à la Loi des accidents du travail (chap. 159) par suite de l'accident dont il s'agit;

c) l'enfant ou le conjoint du débiteur;

d) pour les objets qui, lors de l'accident, étaient transportés dans l'automobile du débiteur, le propriétaire de ceux-ci;

e) quiconque, y compris Sa Majesté, est subrogé aux droits des personnes ci-dessus mentionnées ou en est cessionnaire;

f) toute personne domiciliée dans un état, province ou territoire où ceux qui résident dans la province de Québec ne bénéficient pas de droits équivalents à ceux accordés par la présente section. S. R. 1941, c. 142A, a. 40; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

38. Within seven days of receipt of the application accompanied by an authentic copy of the judgment, the Fund shall satisfy the judgment, up to the amount prescribed in section 14, but deducting from such amount any sum or value received by the creditor and deducting from any amount due for damage to property the sum of two hundred dollars.

Satisfac-
tion of
judgment.

If, however, there is a possibility of claims exceeding the whole of the prescribed amount, the Fund may defer payment to the extent deemed necessary until the other claims are liquidated. R. S. 1941, c. 142A, s. 38; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 6.

Defer-
ment of
payment.

39. The application to the Fund transfers to it all the creditor's rights without restriction.

Transfer
of rights.

Such conveyance shall be notified to the prothonotary or clerk of the court which rendered the judgment by the filing of a certificate from the Fund establishing that it is subrogated in the rights of the creditor and the Fund shall then be entitled to execute in its own name. R. S. 1941, c. 142A, s. 39; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Notice to
protho-
nary, etc.

40. The following persons cannot make application to the Fund:

Persons to
whom
recourse is
denied.

(a) an insurer to whom a recourse contemplated by section 3, 31 or 36 has been assigned or who is subrogated in such recourse;

(b) a person entitled to compensation under the Workmen's Compensation Act (Chap. 159) in consequence of the accident concerned;

(c) the child or the consort of the debtor;

(d) for articles which were being transported in the debtor's automobile at the time of the accident, the owner of such articles;

(e) any person, including Her Majesty, subrogated in the rights of the persons mentioned above or to whom the same have been assigned;

(f) any person domiciled in a state, province or territory where residents of the Province of Quebec do not enjoy rights equivalent to those granted by this Division. R. S. 1941, c. 142A, s. 40; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Jugement par défaut, etc. **41.** Un jugement rendu par défaut, *ex parte*, sur confession de jugement, sur consentement, ou en l'absence du défendeur ou de son procureur, ne peut faire l'objet d'une demande au Fonds, à moins qu'un avis de trente jours de l'intention du demandeur de procéder ainsi n'ait été donné au Fonds. Celui-ci peut alors intervenir dans l'instance et invoquer tout moyen de défense que le défendeur aurait pu faire valoir sans égard à tout consentement ou confession de jugement. S. R. 1941, c. 142A, a. 41; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

41. No application can be made to the Fund in respect of a judgment rendered by default, *ex parte*, on confession of judgment, by consent, or in the absence of the defendant or his attorney, unless thirty days' notice of the plaintiff's intention so to proceed has been given to the Fund. The Fund may then intervene in the case and set up any ground of defence that the defendant might have set up without regard to any consent or confession of judgment. R. S. 1941, c. 142A, s. 41; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Permis et immatriculation refusés. **42.** Lorsque le Fonds a effectué un paiement pour satisfaisant à un jugement, aucun permis ou immatriculation ne doit être accordé au débiteur ou remis en vigueur tant que ce dernier

42. When the Fund has made a payment towards satisfaction of a judgment, no permit or registration shall be issued to the debtor or reinstated unless he

a) n'a fourni une preuve de solvabilité; et

(a) has given proof of financial responsibility; and

b) n'a remboursé au Fonds le montant total déboursé avec intérêt; ou n'en fait régulièrement le paiement par versements agréés par le Fonds.

(b) has repaid to the Fund the total amount disbursed with interest, or is paying the same regularly in instalments agreed to by the Fund.

Suspension renouvelée. Le directeur doit réitérer la suspension de permis ou d'immatriculation sur réception d'un avis du Fonds faisant connaître l'interruption du paiement par versements. S. R. 1941, c. 142A, a. 42; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

The director shall again suspend the permit or registration on receipt of notice from the Fund of default in payment by instalments. R. S. 1941, c. 142A, s. 42; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

SECTION XIII

DIVISION XIII

CONDUCTEUR OU PROPRIÉTAIRE INCONNU

UNKNOWN DRIVER OR OWNER

Conducteur ou propriétaire inconnu. **43.** Toute personne ayant une réclamation susceptible de faire l'objet d'une demande au Fonds et qui ne peut découvrir l'identité du conducteur ou du propriétaire de l'automobile cause de l'accident peut en donner au Fonds un avis circonstancié.

43. Any person having a claim that could be the basis of an application to the Fund who cannot ascertain the identity of the driver or owner of the automobile that caused the accident may give the Fund a detailed notice thereof.

Recours contre le Fonds. À défaut de règlement dans les soixante jours, cette personne peut intenter contre le Fonds une poursuite, et le Fonds est tenu de satisfaire au jugement dans la même mesure que si jugement avait été rendu contre l'auteur de l'accident. S. R. 1941, c. 142A, a. 43; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 7.

Failing settlement within sixty days, such person may take action against the Fund and the Fund must satisfy the judgment to the same extent as if it had been rendered against the author of the accident. R. S. 1941, c. 142A, s. 43; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 7.

SECTION XIV

INFRACTIONS

Omission
de rendre
un certi-
ficat.

44. Toute personne qui omet, lorsqu'elle y est tenue, de rendre un certificat d'assurance ou de solvabilité ou une copie est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinquante dollars. S. R. 1941, c. 142A, a. 44; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Utilisa-
tion d'un
certificat
déchu.

45. Toute personne qui, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, se sert d'un certificat d'assurance ou de solvabilités après l'annulation ou l'expiration de la police ou du cautionnement y mentionné, est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de deux cents dollars. S. R. 1941, c. 142A, a. 45; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

SECTION XV

CONSTITUTION DU FONDS

Constitu-
tion.

46. Un organisme appelé "Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile" est constitué par la présente loi. S. R. 1941, c. 142A, a. 46; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Composi-
tion.

47. Le Fonds est une corporation publique au sens du Code civil et est formée des membres suivants:

- a) des administrateurs ci-après désignés comme membres de la première catégorie;
- b) des assureurs autorisés à transiger dans la province des affaires d'assurance-responsabilité, ci-après désignés comme membres de la seconde catégorie. S. R. 1941, c. 142A, a. 47; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Siège
social.

48. Le Fonds a son siège social en la cité de Québec. S. R. 1941, c. 142A, a. 48; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Pouvoirs.

49. Le Fonds a les pouvoirs suivants:

- a) acquérir, louer et posséder les immeubles et les meubles qui sont nécessaires à l'exécution de la présente loi;

DIVISION XIV

OFFENCES

44. Any person who fails to surrender, when so required, a certificate of insurance or of financial responsibility, or a copy, commits an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of fifty dollars. R. S. 1941, c. 142A, s. 44; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

45. Any person who, without reasonable excuse the proof of which devolves upon him, uses a certificate of insurance or of financial responsibility after the cancellation or expiry of the policy or of the security mentioned therein, commits an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of two hundred dollars. R. S. 1941, c. 142A, s. 45; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

DIVISION XV

CONSTITUTION OF THE FUND

46. An organization called "Highway Name. Victims Indemnity Fund" is constituted by this act. R. S. 1941, c. 142A, s. 46; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

47. The Fund is a public corporation within the meaning of the Civil Code and is composed of the following members:

- (a) the directors hereinafter referred to as group one members;
- (b) the insurers authorized to transact liability insurance business in the Province, hereinafter referred to as group two members. R. S. 1941, c. 142A, s. 47; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

48. The corporate seat of the Fund is in the City of Québec. R. S. 1941, c. 142A, s. 48; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

49. The Fund has the following powers:

- (a) to acquire, rent and own such immoveables and moveables as are necessary for the carrying out of this act;

b) acquitter, dans la mesure prévue, les condamnations en dommages découlant d'accidents d'automobile auxquelles il n'a pas été satisfait ou les réclamations susceptibles de donner lieu à telles condamnations;

c) obtenir subrogation dans les droits d'une personne indemnisée;

d) intervenir dans toute action résultant d'accident d'automobile;

e) indemniser les victimes d'accident d'automobile lorsque l'auteur en est inconnu;

f) transiger ou faire des compromis avec les réclamants;

g) formuler et rendre obligatoire un plan de distribution des risques de responsabilité d'accidents d'automobiles pour leur répartition entre les assureurs;

h) conclure avec le gouvernement de la province ou avec des banques tous accords utiles à l'application de la présente loi;

i) placer ses fonds disponibles selon que ses administrateurs le jugent à propos. S. R. 1941, c. 142A, a. 49; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, a. 8.

(b) to pay, to the extent prescribed, the unsatisfied judgments awarding damages arising out of automobile accidents or the claims susceptible of giving rise to such judgments;

(c) to obtain subrogation in the rights of any person indemnified;

(d) to intervene in any action resulting from an automobile accident;

(e) to indemnify the victims of automobile accidents when the author thereof is unknown;

(f) to transact or compromise with claimants;

(g) to formulate and render obligatory a plan for the assignment of automobile accident liability risks to distribute them among insurers;

(h) to make with the Government of the Province or with banks any agreements conducive to the carrying out of this act;

(i) to invest its available funds in such manner as its directors consider expedient. R. S. 1941, c. 142A, s. 49; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 38, s. 8.

Adminis-
tration.

50. Le Fonds est administré par neuf administrateurs qui doivent être citoyens canadiens, majeurs et domiciliés dans la province de Québec. Cinq d'entre eux forment quorum. S. R. 1941, c. 142A, a. 50; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

50. The Fund shall be managed by **Directors**, nine directors who must be Canadian citizens, of the age of majority and domiciled in the Province of Quebec. Five of them shall constitute a quorum. R. S. 1941, c. 142A, s. 50; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Durée des
fonctions.

51. Les administrateurs sont en fonctions jusqu'au second lundi de mai de chaque année. S. R. 1941, c. 142A, a. 52 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

51. The directors shall hold office until **Term of office**, the second Monday in May of each year. R. S. 1941, c. 142A, s. 52 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Réélec-
tion.

52. Après l'expiration de leur mandat, ils restent en fonctions jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou réélus. Ils sont rééligibles. S. R. 1941, c. 142A, a. 52 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

52. They shall remain in office after **Reelection**, the expiration of their term until replaced or reelected. They shall be re-eligible. R. S. 1941, c. 142A, s. 52 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Vacance.

53. Les administrateurs peuvent remplir toute vacance qui survient dans le conseil d'administration. S. R. 1941, c. 142A, a. 53; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

53. The directors may fill any vacancy **Vacancies**, occurring on the board of directors. R. S. 1941, c. 142A, s. 53; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

Gérance.

54. Les administrateurs gèrent les affaires du Fonds.

54. The directors shall manage the af- **Management**, fairs of the Fund.

Responsabilité. Ils ne sont pas personnellement responsables de ses obligations.

Décisions. Ils prennent leurs décisions à la majorité des membres présents.

Vote égal. Au cas de partage égal des voix, la question est résolue dans la négative. S. R. 1941, c. 142A, a. 54; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Règlements. 55. Les administrateurs peuvent adopter des règlements conciliables avec la présente loi et relatifs à l'exécution de la présente section.

Délégation. Ces règlements peuvent prévoir la délégation de pouvoirs administratifs à des fonctionnaires ou à des comités.

Publication. Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 142A, a. 55; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Constitution du Fonds. 56. Le Fonds est alimenté des contributions des membres de la seconde catégorie. S. R. 1941, c. 142A, a. 56; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Frais d'administration et obligation. 57. Les frais d'administration du Fonds et les obligations à sa charge sont supportés par les membres de la seconde catégorie, proportionnellement à la part de chacun dans le total des primes souscrites dans la province pour de l'assurance-responsabilité. S. R. 1941, c. 142A, a. 57; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Cotisation. 58. Les administrateurs imposent aux membres de la seconde catégorie les cotisations prévues à l'article précédent, lorsqu'ils le jugent à propos. S. R. 1941, c. 142A, a. 58; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Insuffisance de cotisations. 59. Si les administrateurs négligent d'imposer ou de percevoir des cotisations suffisantes, le surintendant des assurances peut à la demande du ministre des transports et communications exercer, à cet égard, leurs droits et pouvoirs. S. R. 1941, c. 142A, a. 59; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Suspension d'un enregistrement. 60. Si un membre de la seconde catégorie n'acquiesce pas sa cotisation, le ministre des finances peut suspendre son enregistrement en vertu de la Loi des assurances (chap. 295). S. R. 1941, c. 142A, a. 60; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

They shall not be personally responsible for its obligations. **Responsabilité.**

Their decisions shall be taken by the majority of the members present. **Décisions.**

In the case of a tie vote, the question is decided in the negative. R. S. 1941, c. 142A, s. 54; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Tie vote.**

55. The directors may make by-laws consistent with this act respecting the carrying out of this Division. **By-laws.**

Such by-laws may provide for the delegation of administrative powers to functionaries or committees. **Délégation.**

Such by-laws shall be published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 142A, s. 55; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Publication.**

56. The Fund shall be maintained by the contributions of the group two members. R. S. 1941, c. 142A, s. 56; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Contributions.**

57. The cost of operating the Fund and its obligations shall be borne by the group two members in proportion to the share of each in the total liability insurance premiums written in the Province. R. S. 1941, c. 142A, s. 57; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Expenditures.**

58. The directors shall assess the group two members as provided in the preceding section, whenever they see fit. R. S. 1941, c. 142A, s. 58; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Assessment.**

59. If the directors fail to make or collect sufficient assessments, the Superintendent of Insurance, at the request of the Minister of Transportation and Communications, may exercise their rights and powers in this regard. R. S. 1941, c. 142A, s. 59; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Insufficiency of collections.**

60. If a group two member does not pay his assessment, the Minister of Finance may suspend his registration under the Insurance Act (Chap. 295). R. S. 1941, c. 142A, s. 60; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. **Suspension of registration.**

Répartition d'une cotisation.

61. Si un membre de la seconde catégorie n'acquitte pas sa cotisation dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la demande de paiement, les administrateurs peuvent répartir le montant total de la cotisation non payée sur les autres membres de la seconde catégorie. S. R. 1941, c. 142A, a. 61; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

61. If a group two member does not pay his assessment within ninety days after demand of payment, the directors may apportion the total amount of the unpaid assessment among the other group two members. R. S. 1941, c. 142A, s. 61; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Unpaid assessment.

Assemblée annuelle.

62. L'assemblée annuelle des membres du Fonds est tenue le second lundi de mai, à l'heure et au lieu fixés par les administrateurs. Ceux-ci y sont élus par les membres de la seconde catégorie, à la majorité des voix.

62. The annual meeting of the members of the Fund shall be held on the second Monday in May, at the time and place determined by the directors. The directors shall be elected at such meeting by the majority vote of the group two members. Annual meeting.

Idem.

Cependant, la convocation à l'assemblée annuelle n'est pas obligatoire à moins d'une décision en ce sens prise en assemblée spéciale. S. R. 1941, c. 142A, a. 62; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

But it shall not be necessary to call an annual meeting unless a special meeting so decides. R. S. 1941, c. 142A, s. 62; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Idem.

Assemblée spéciale.

63. Les administrateurs peuvent, en tout temps, convoquer l'assemblée spéciale des membres du Fonds. Ils sont tenus de le faire sur demande écrite d'au moins vingt membres de la seconde catégorie. S. R. 1941, c. 142A, a. 63; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

63. The directors may call a special meeting of the members of the Fund at any time. They must do so upon the written requisition of twenty or more group two members. R. S. 1941, c. 142A, s. 63; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Special meeting.

Objet.

64. L'assemblée spéciale ne statue que sur l'affaire indiquée dans la réquisition, s'il y en a une, et dans l'avis de convocation. S. R. 1941, c. 142A, a. 64; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

64. The special meeting shall transact such business only as is stated in the requisition, if any, and in the notice calling the meeting. R. S. 1941, c. 142A, s. 64; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Object.

Vote.

65. Seuls les membres de la seconde catégorie ont droit de vote aux assemblées.

65. Only the group two members shall be entitled to vote at meetings. Vote.

Procuration.

Ils ont droit d'y être représentés par procureurs.

They may be represented thereat by proxy. Proxy.

Groupe d'assureurs.

Un groupe d'assureurs détenant un permis commun ne peut être représenté que par un seul procureur et n'a droit qu'à un vote. S. R. 1941, c. 142A, a. 65; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

A group of insurers holding a joint license may be represented by one proxy only and is entitled to one vote only. R. S. 1941, c. 142A, s. 65; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Joint licensees.

Avis de convocation.

66. L'avis de convocation de toute assemblée annuelle ou spéciale doit être adressé, par la poste, à chaque membre, au moins six jours à l'avance. S. R. 1941, c. 142A, a. 66; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

66. The notice calling any annual or special meeting must be sent by mail to each member at least six days beforehand. R. S. 1941, c. 142A, s. 66; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Notice calling meeting.

Quorum.

67. Pour qu'il y ait quorum à une assemblée, il faut qu'au moins un tiers des

67. At least one-third of the group two members must be represented at a meeting Quorum.

membres de la seconde catégorie y soit représenté. S. R. 1941, c. 142A, a. 67; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Exemption de taxes.

68. Le Fonds est exempt de toute taxe exigible en vertu d'une loi adoptée par la Législature. S. R. 1941, c. 142A, a. 68; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

Cessation des activités.

69. Le Fonds peut cesser son activité à la fin d'une année, pourvu qu'il ait donné un avis écrit au ministre des transports et communications ainsi qu'au surintendant des assurances au moins six mois à l'avance.

Obligation.

Il reste alors tenu de satisfaire, dans la mesure prévue par la présente loi, aux condamnations découlant d'accidents antérieurement survenus. S. R. 1941, c. 142A, a. 69; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

to constitute a quorum. R. S. 1941, c. 142A, s. 67; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1.

68. The Fund shall be exempt from any tax payable under any act of the Legislature. R. S. 1941, c. 142A, s. 68; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Tax exemption.

69. The Fund may cease its operations at the end of a year, if it has given notice in writing to the Minister of Transportation and Communications and to the Superintendent of Insurance at least six months beforehand. Cessation of operations.

It shall then remain liable to satisfy, to the extent prescribed by this act, the judgments arising out of accidents that have previously occurred. R. S. 1941, c. 142A, s. 69; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Obligation.

SECTION XVI

RECOURS PROHIBÉS

Recours prohibés.

70. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, ou de prohibition ne peut être émis ni aucune injonction accordée contre le directeur, ni contre le tribunal de sécurité routière ni aucun de ses membres. S. R. 1941, c. 142A, a. 71; 9-10 Eliz. II, c. 65, a. 1.

DIVISION XVI

RECOURSES DENIED

70. No writ of *quo warranto*, *mandamus*, *certiorari* or prohibition may be issued and no injunction may be granted against the director or the Highway Safety Board or any of its members. R. S. 1941, c. 142A, s. 71; 9-10 Eliz. II, c. 65, s. 1. Recourses denied.